



**L'Europe s'engage  
en Bretagne**

Avec le Fonds européen agricole pour le développement rural :  
l'Europe investit dans les zones rurales

## FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION PROGRAMME BREIZH FORÊT BOIS TYPE D'OPÉRATION 8.1.1 (BOISEMENT) DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT RURAL RÉGIONAL DE BRETAGNE 2014-2020

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement l'arrêté régional en vigueur relatif au Type d'Opération.  
Transmettez l'original à la DDTM du lieu de situation de votre projet (DRAAF Bretagne pour l'Ille-et-Vilaine) et conservez un exemplaire.

### Cadre réservé aux services administratifs

N° de dossier OSIRIS :

Date de réception :

### Vos interlocuteurs départementaux :

- 35 : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne**  
15, avenue de Cucillé - 35047 RENNES CEDEX 9
- 22 : Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Côtes d'Armor**  
1 rue du Parc - CS 52256 - 22022 SAINT BRIEUC CEDEX
- 29 : Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Finistère**  
2, boulevard du Finistère - 29325 QUIMPER CEDEX
- 56 : Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Morbihan**  
1 allée du Général Le Troadec - BP 520 - 56019 VANNES CEDEX

## PARTIE A – BÉNÉFICIAIRE

### A.1. Identification du demandeur

N° SIRET :

attribué par l'INSEE - formalité obligatoire à réaliser auprès du Centre de formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre départementale d'agriculture ou du centre des impôts

CIVILITÉ :  Madame  Monsieur

STATUT JURIDIQUE :

propriétaire privé, association loi 1901, collectivité, groupement de communes, groupement forestier, ASA, ASL, coopérative, ...

NOM de naissance du demandeur, du mandataire en cas d'indivision, ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :

NOM d'usage du demandeur, du mandataire en cas d'indivision, ou APPELLATION COMMERCIALE pour les personnes morales : (le cas échéant)

Prénom :

### Pour les personnes morales :

NOM du représentant légal :

Prénom du représentant légal :

NOM, Prénom du responsable du projet (si différents) :

Le cas échéant, nombre de salariés :

## A.2. Coordonnées du demandeur (personne physique ou morale)

Adresse: <input type="text"/>	
<i>permanente du demandeur</i>	
Code postal : <input type="text"/>	Commune : <input type="text"/>
☎ : <input type="text"/>	Téléphone portable : <input type="text"/>
N° de télécopie : <input type="text"/>	Mél : <input type="text"/>

Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues de la DDTM destinataire du présent dossier

## A.3. Coordonnées du maître d'œuvre (facultatif)

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un professionnel qualifié (expert forestier, gestionnaire forestier professionnel agréé, ONF), indiquer ses coordonnées

Organisme : <input type="text"/>	NOM : <input type="text"/>	prénom : <input type="text"/>
Adresse : <input type="text"/>		
Code postal : <input type="text"/>	Commune : <input type="text"/>	
☎ : <input type="text"/>	Téléphone portable : <input type="text"/>	
N° de télécopie : <input type="text"/>	Mél: <input type="text"/>	

## PARTIE B – CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Un projet est un ensemble de parcelle(s) cadastrale(s) regroupant d'une part des surfaces sur lesquelles seront réalisés des travaux de plantation et d'autre part, le cas échéant, des surfaces hors travaux permettant la conservation de milieux intéressants. Les surfaces plantées sont regroupées sous le vocable « Unité de gestion » (UG), une unité de gestion correspondant à un ensemble ayant des conditions stationnelles homogènes et dominé par une essence objectif. Une unité de gestion peut être discontinue.

### B.1. Caractéristiques des parcelles

Description des parcelles cadastrales concernées par le projet :

Références cadastrales		Commune de situation	Surface cadastrale (ha)	Surface de projet	
				Surface de travaux (ha)	Surface hors travaux incluse dans le projet <sup>1</sup> (ha)
section	N°				
Ex : YV	19	NOM COMMUNE	14,1526 ha	4,0000 ha	2,0306 ha
			Total (ha)		
			<b>Surface totale de projet (ha)</b>		

<sup>1</sup> Voir Article 4 de l'arrêté régional Breizh Forêt Bois en vigueur

## B.2. Caractéristiques techniques du projet

### B.2.1. Description des unités de gestion (UG)

Désignation des unités de gestion en surface de travaux (à identifier sur le plan cadastral)	Surface (ha)	Densité de plantation (plants/ha)	Type d'essence	Essence	Proportion de l'essence par UG
Ex : UG1	2,5326	1100	Principale	Ex : Douglas	70 %
			Diversification	Ex : châtaignier	20%
			Diversification	Ex : merisier	10 %
TOTAL					

### B.2.2. Description des surfaces de projet hors travaux (surfaces non financées)

Désignation des zones hors travaux « ZHT » (à identifier sur le plan cadastral)	Surface (ha)	Justification de l'intérêt environnemental ou sylvicole de la zone pour l'intégration dans la surface de projet
Ex: ZHT1	10,1526 ha	Ex: Boisement préexistant prévu en amélioration, conservation du bocage périphérique et maintien d'une zone humide, régénération naturelle...

### B.3. Caractéristiques financières du projet

#### B.3.1. Récapitulatif des dépenses liées aux travaux

Récapituler ici les dépenses matérielles par unité de gestion. Les devis descriptifs et estimatifs détaillés (fournitures et travaux par unité de gestion) permettant d'évaluer la technicité du projet seront joints au dossier.

Sont seuls éligibles les travaux liés à la préparation et à la mise en place des plants, hors coûts annuels des dégagements et hors dépenses réalisées en régie.

Unité de gestion	Nature des travaux prévus (préciser éventuellement les protections)	Surface concernée (ha)	Prix devis global (€ HT)	Coût unitaire des travaux par unité de gestion (€ HT/ha)
<b>Ex : UG1</b>	Plantation Douglas avec protection : 60 % de Douglas, 40 % de Châtaigniers	4,0000 ha	9 800,00 €	2 450 €/ha
<b>Total dépenses liées aux travaux € HT</b>				

#### B.3.2. Récapitulatif des dépenses de frais généraux (études et maîtrise d'œuvre)

Le montant éligible des dépenses liées à la maîtrise d'œuvre et/ ou à l'étude préalable est plafonné à 12% du montant prévisionnel HT des travaux. Les dépenses réalisées en régie ne sont pas éligibles. Les devis de maîtrise d'œuvre devront distinguer d'une part les frais liés à la constitution du dossier et aux éventuelles études préalables et d'autre part, les frais liés au suivi des travaux.

Attention ! Le devis lié au suivi des travaux ne devra pas avoir été signé avant le dépôt de la demande d'aide, sous peine d'inéligibilité.

Nature de la prestation	Prestations à l'origine du devis	Montant prévisionnel HT de la prestation (€)	Observations
<i>Ex : Diagnostic initial, maîtrise d'oeuvre</i>	<i>NOM, Prénom</i>		
<b>Total dépenses frais généraux en € HT</b>			

### B.4. Financement sollicité (HT)

#### B.4.1. Plan de financement prévisionnel du projet

##### Montant prévisionnel TOTAL des dépenses (€ HT)

Financement du projet	Taux (%)	Montant (€ HT)
Région Bretagne - Département		
Union européenne (FEADER)		
<b>Sous-total financement demandés publics</b>		
Autofinancement		
Autres financements privés éventuels (préciser)		
<b>Sous-total autres financements</b>		
<b>TOTAL HT général = coût du projet</b>		

Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée, le taux d'aide est de 80 %. Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage publique, le taux d'aide est de 70 %. L'aide qui pourra vous être accordée sera alors cofinancée par des fonds publics nationaux (Département, Région, collectivités locales maître d'ouvrage) pour 25 % et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour 75 %.

## B.4.2. Calendrier prévisionnel des investissements

Date prévisionnelle de début des travaux :  (année)

Année de réalisation des travaux	Dépenses prévisionnelle correspondante (€)
<b>TOTAL HT des dépenses prévues</b>	

Date prévisionnelle de fin des travaux :  (année)

## PARTIE C – ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

(Cocher les cases)

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier de l'aide Breizh Forêt Bois pour le boisement de terres abandonnées de l'agriculture au titre de l'opération 8.1.1 du Plan de développement rural régional de Bretagne et **j'autorise (nous autorisons)** toute visite de mes (nos) parcelles par le service instructeur et personnes habilitées par ce service dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande d'aide.

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

que depuis 3 ans

je n'ai pas reçu (nous n'avons pas reçu) d'aides publiques au titre du règlement européen « de minimis » (information figurant sur les éventuelles notifications de subvention)

j'ai reçu (nous avons reçu) au titre du règlement « de minimis » les aides publiques détaillées ci-dessous :

Dénomination et objet de l'aide	Origine de l'aide	Date d'octroi	Montant de l'aide

- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux demandés par le biais de la présente demande,
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans l'arrêté annexé au présent formulaire,
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans l'arrêté régional,
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés et que ces terrains ne font l'objet d'aucun bail, mise à disposition ou toute autre forme de contrat oral ou écrit avec un exploitant agricole. La découverte a posteriori d'un contrat ou d'un bail invaliderait le projet,
- que les terrains concernés par le projet ne sont pas inscrits au Registre Parcellaire Graphique (RPG) de l'année précédant celle de la demande,
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la présente demande,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

**Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de l'aide,
- à informer la DDTM de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, de mon projet,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional relatif à la mesure,
- à faire appel à un maître d'œuvre pour la réalisation des travaux subventionnés, dans le cas où le présent dossier a été élaboré par un maître d'œuvre,
- à remplir les obligations de résultat fixées par le cahier des charges Breizh Forêt Bois en vigueur,
- à réaliser tous les travaux de dégagement nécessaires à la bonne réussite de la plantation,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux déjà indiqués précédemment,
- à réaliser un document de gestion durable (PSG, RTG, CBPS ou aménagement). Je m'engage à fournir le justificatif au plus tard avant la date d'achèvement de l'opération,
- à adhérer à un système de certification forestière (PEFC, FSC...). Je m'engage à fournir le justificatif au plus tard avant la date d'achèvement de l'opération.

Pour la publicité relative à l'intervention du FEADER ou dans le cadre du PDRB, le bénéficiaire se conformera aux éléments qui seront transmis dans l'engagement juridique.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site Internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi "Informatique et libertés" n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

a) Si le demandeur est un OGEC ou une coopérative

*(Cocher les cases)*

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
  - que les terrains seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le dernier paiement de la subvention,
  - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
  - qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

b) Si le demandeur n'est pas un OGEC ou une coopérative

*(Cocher les cases)*

**Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le dernier paiement de la subvention,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le dernier paiement de la subvention,

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise  je n'autorise pas <sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Nom(s), prénom(s) et signature(s) du demandeur :

*(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)*

## PARTIE D – DOCUMENTS À PRODUIRE POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER COMPLET

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDTM	Sans objet
<b>pièces administratives</b>				
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le porteur du projet	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Extrait de matrice cadastrale de l'année en cours (s'il n'est pas libellé au nom du propriétaire, joindre en plus un titre de propriété) ou acte notarié	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire <sup>(1)</sup>	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à RTG ou CBPS). Il pourra être fourni au plus tard à l'achèvement de l'opération	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formulaire complété et signé de confirmation du respect des règles de la commande publique pour les structures soumises au Code des Marchés Publics	Structures soumises au Code des Marchés Publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie recto-verso carte nationale d'identité (ou passeport) en cours de validité	Personne physique uniquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'adresse légale (copie certificat d'imposition ou quittance de loyer, de gaz, d'électricité, de téléphonie de moins de 3 mois)	Personne physique uniquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis <sup>(1)</sup> ou inscription au registre ou répertoire concerné indiquant le n° de SIRET	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture <sup>(1)</sup>	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Si subvention totale ≤ 23 000 HT</b>				
Éléments comptables au 31/12 de l'année N-1 (Chiffre d'affaire, excédent brut et résultat d'exploitation, résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés)	Tout demandeur (sauf personne physique dont le projet ne concerne pas l'activité professionnelle)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Si subvention &gt; 23 000 HT</b>				
Statuts ou convention constitutive ou équivalent	Tout demandeur (sauf personne physique dont le projet ne concerne pas l'activité professionnelle)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents comptables : dernière liasse fiscale complète, ou derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Tout demandeur (sauf personne physique dont le projet ne concerne pas l'activité professionnelle)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces techniques</b>				
Fiche d'évaluation du projet, Mesure 8.1.1 BFB Boisement	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées (Format A3 maximum)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Devis relatifs aux travaux et aux frais généraux</b>				
Si dépenses < 2 000 € HT Un devis descriptif et estimatif détaillé par unité de gestion	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si dépenses entre 2 000 € et 90 000 € HT Deux devis descriptifs et estimatifs détaillés par unité de gestion (indiquer l'offre choisie)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si dépenses > 90 000 € HT Trois devis descriptifs et estimatifs détaillés par unité de gestion (indiquer l'offre choisie)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Preuve de représentation légale ou de pouvoir pour les demandeurs non détenteurs unique de la propriété</b>				
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (selon la qualité du demandeur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des propriétaires	Structure de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Structure de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC), selon les statuts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le plan de financement du projet et autorisant le gérant à déposer un dossier	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<sup>(1)</sup> Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT(M), de la DRAAF, du Conseil Régional, ou du Conseil Départemental, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique service instructeur après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : . Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDTM/DRAAF. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).